

**MODALITÉS DE DISPOSITION DES COMPTES DE FRAIS
REPORTÉS AUTORISÉS DANS LES PROJETS
AUTORISÉS DE 10 M\$ ET PLUS**

1 CONTEXTE

1 Dans sa décision D-2008-024¹, la Régie tout en reconnaissant le principe de
2 l'établissement de la base de tarification sur une base de projection demandait au
3 Distributeur de n'y inclure que les projets majeurs de plus de 10 M\$ dûment autorisés.

4 Suite à cette décision, le Distributeur présentait dans la pièce HQD-4, document 6 du
5 dossier tarifaire R-3677-2008, une règle systématique visant à récupérer l'ensemble des
6 coûts associés aux projets non encore autorisés, incluant les charges afférentes à la
7 réalisation de ces projets. Cette règle permettait pour chaque projet non encore autorisé,
8 la création d'un compte de frais reportés dans lequel seraient versés les éléments
9 suivants pour récupération ultérieure dans les tarifs :

- 10 • la charge d'amortissement générée par leur mise en service,
- 11 • les coûts de financement associés à leur solde non amorti et
- 12 • les charges d'exploitation encourues dans le cadre de leur réalisation.

13 Dans sa décision D-2009-016, la Régie n'a pas retenue l'établissement d'une telle règle
14 systématique.

15 Considérant cette décision, le Distributeur, dans le cadre de chacune de ses demandes
16 d'autorisation de projets d'investissements de plus de 10 M\$, prévoit désormais
17 demander à la Régie, d'autoriser la création d'un compte de frais reportés spécifique
18 hors base. Ce compte permet de récupérer les coûts afférents du projet qui n'ont été
19 intégrés ni dans les revenus requis, ni dans la base de tarification, essentiellement en
20 raison du décalage entre la date d'autorisation du projet et la date du dépôt de la
21 demande tarifaire.

22 Déjà, dans sa décision D-2009-081 rendue le 30 juin dernier, la Régie a autorisé le
23 Distributeur à créer un premier compte de frais reportés spécifique hors base ² pour le
24 projet d'ajout de condensateurs sur le réseau de distribution.

¹ D-2008-024, R-3644-2007, page 68

² D-2009-081, R-3698-2009, page 7

1 Les prochaines sections, exposent la proposition du Distributeur concernant les
2 modalités de disposition afférentes à ces comptes de frais reportés spécifiques.

3 Cette proposition s'applique aux projets d'investissements de 10 M\$ et plus pour
4 lesquels la Régie a :

- 5 • autorisé le projet ;
- 6 • accepté la création d'un compte de frais reportés hors base pour y verser
7 l'ensemble des coûts du projet ;
- 8 • rendue sa décision :
 - 9 ○ à une date excédant les délais qui permettraient l'intégration de tous les
10 coûts afférents au projet dans les revenus requis de l'année témoin ; ou
 - 11 ○ avant le dépôt du dossier tarifaire et en temps opportun pour permettre une
12 intégration dans les revenus requis.

2 MODALITÉS DE DISPOSITION PROPOSÉES

13 Dans le cas où l'autorisation est obtenue au-delà des délais permettant leur intégration
14 dans les revenus requis de l'année témoin, le Distributeur propose les modalités
15 suivantes :

- 16 • les coûts afférents au projet sont versés hors base tarifaire dans le compte de
17 frais reportés sur la base des coûts encourus ;
- 18 • comme le solde du compte de frais reportés est calculé à partir des résultats
19 finaux, le Distributeur propose de le refléter dans les revenus requis de la
20 deuxième année témoin suivant celle visée par les coûts.

21 Dans le cas où l'autorisation est obtenue avant le dépôt du dossier tarifaire et en temps
22 opportun pour permettre une intégration dans les revenus requis, le Distributeur
23 propose :

- 24 • de refléter les coûts afférents au projet dans les revenus requis de l'année
25 témoin sur la base des coûts projetés.

3 APPLICATION DE LA PROPOSITION AU PROJET D'AJOUT DE CONDENSATEURS SUR LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION

1 Le Distributeur a appliqué sa proposition au projet d'ajout de condensateurs (R-3698-
2 2009), projet autorisé en juin 2009 (D-2009-081) et pour lequel la Régie accepte la
3 création d'un compte de frais reportés. Son intégration au présent dossier tarifaire se
4 résume comme suit :

Coûts afférents à l'année de base 2009

6 Compte tenu que la décision a été rendue après le dépôt du dossier tarifaire 2009 :

- 7 • les coûts afférents à ce projet, évalués à ce jour à 1,3 M\$ pour 2009, ont été
8 portés dans un compte de frais reportés hors base, conformément à la décision
9 D-2009-081 (voir HQD-8, document 7) ;
- 10 • le solde de ce compte, incluant les intérêts, sera versé dans les revenus requis
11 de l'année 2011, soit au cours de la deuxième année témoin suivant celle où les
12 coûts ont été encourus.

Coûts afférents à l'année témoin- 2010

14 Compte tenu par ailleurs que la décision a été rendue avant le dépôt du dossier tarifaire
15 2010 :

- 16 • respectant le principe de l'année témoin projetée, les coûts afférents au projet
17 pour l'année 2010 ont pu être intégrés dans la demande tarifaire. Ainsi, pour
18 2010, les coûts de ce projet intégrés à la base de tarification et dans les revenus
19 requis se détaillent comme suit :
 - 20 o mises en service prévues de 12,3 M\$ en 2010 (voir HQD-8, document 2),
21 générant une charge d'amortissement de 0,2 M\$ et des coûts de
22 financement associés au solde non amorti du projet de 0,4 M\$;
 - 23 o charges d'exploitation de 1,2 M\$ (voir HQD-7, document 1).

4 JUSTIFICATION DE LA PROPOSITION

1 L'ensemble de la proposition présente les avantages suivants :

- 2 • répondre à la demande de la Régie dans sa décision D-2008-024 de ne pas
3 inscrire dans la base de tarification des mises en services ou des coûts relatifs à
4 un projet d'investissement de 10 M\$ et plus non autorisé ;
- 5 • respecter le principe reconnu de l'établissement de la base de tarification sur
6 une base de projection ;
- 7 • fournir une méthode simple de suivi et d'application. Seules les données
8 afférentes à une année de base ou une année projetée transitent dans le
9 compte de frais reportés.

10 Pour l'ensemble de la clientèle, cette proposition permet en outre de :

- 11 • accélérer la prise en compte de tous les coûts afférents au projet dans les tarifs ;
- 12 • minimiser le plus possible les frais financiers liés au report des coûts ;
- 13 • limiter à un maximum de deux ans l'utilisation du compte de frais reportés pour
14 être en mesure de refléter l'ensemble des coûts associés à un projet de 10 M\$
15 et plus ;
- 16 • favoriser l'attribution des coûts à la clientèle qui bénéficie des services générés
17 par le projet, rendant par le fait même un meilleur signal des coûts.